



**HAL**  
open science

## Histoire du comptage des manifestants : les 1er mai à Lille, 1891-1968. Méthode de travail

Thibaut Woestelandt

► **To cite this version:**

Thibaut Woestelandt. Histoire du comptage des manifestants : les 1er mai à Lille, 1891-1968. Méthode de travail. VIe colloque des étudiants de Master en Histoire, Archéologie et Histoire de l'Art de l'université de Lille et de l'université du Littoral-Côte d'Opale, May 2020, Villeneuve d'Ascq, France. hal-04353317

**HAL Id: hal-04353317**

**<https://hal.univ-lille.fr/hal-04353317>**

Submitted on 19 Dec 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# **HISTOIRE DU COMPTAGE DES MANIFESTANTS : LES 1<sup>er</sup> MAI À LILLE, 1891-1968.**

## **MÉTHODE DE TRAVAIL<sup>1</sup>**

**Thibaut WOESTELANDT**

**Résumé** – Alors que la manifestation a déjà fait l’objet de nombreux travaux de recherche en histoire, la question du nombre de manifestants et de leur comptage n’y est que peu développée. L’objectif de cet article consiste en une description de la méthodologie historique, qualifiée d’histoire quantitative critique, mise en place dans le cadre de mon mémoire centré sur les 1<sup>er</sup> mai lillois de 1891 à 1968. Cette méthode permet de déconstruire les chiffres de comptages provenant de divers acteurs pour en dégager les enjeux et procéder à des comparaisons et analyses statistiques.

**Abstract** – While demonstrations have already been the subject of much research in history, the question of the number of demonstrators and their counting is poorly developed. This article's purpose is therefore to describe the historical methodology, which can be called critical quantitative history, set up in the context of my master’s thesis about May Day, from 1891 to 1968 in Lille. This method makes it possible to deconstruct the various figures from different actors in order to identify the stakes and carry out comparisons and statistical analyses

---

<sup>1</sup> Article issu d’un mémoire de recherche de deuxième année de Master en histoire intitulé *500 selon la police ; histoire du comptage des manifestants: les 1<sup>er</sup> mai à Lille, 1891-1968* sous la direction de M. de Oliveira.

Dans cet article, j'ai voulu proposer une présentation globale de la méthode historique mise en place dans mon mémoire. Cette méthode se veut être une approche inédite de l'objet d'étude qu'est la manifestation. Mon propos est dès lors essentiellement méthodologique, destiné à exposer les objectifs de ma recherche et les moyens de les atteindre.

### **La manifestation comme objet d'étude**

Alors que plusieurs travaux historiques, principalement menés par l'historien états-unien Charles Tilly<sup>2</sup> et l'historienne française Danielle Tartakowsky<sup>3</sup>, ont pour objet l'histoire de la manifestation, la question du nombre n'y est que peu développée : le plus souvent, ces auteurs se contentent de fournir des estimations sans aller avant dans leur démonstration. Pour autant, ils ne négligent pas la centralité que représente la participation à des manifestations. Dans l'ouvrage de synthèse *La Manifestation*, les auteurs avancent ainsi, dès l'introduction, ce qui, selon eux, définit « le fait manifestant » : « l'occupation momentanée [...] de lieux physiques ouverts », « l'expressivité », « le nombre de participants », et enfin, « la nature politique de la démonstration »<sup>4</sup>.

Antoine Prost a également consacré quelques articles à l'étude de manifestations bien précises. Cet historien, spécialiste des mouvements sociaux la participation comme un véritable enjeu, en allant jusqu'à proposer une technique vouée à définir un ordre de grandeur précis de ce qu'a pu être la mobilisation sur ces rassemblements<sup>5</sup>.

Notons également quelques pistes inspirantes du côté de la sociologie ou de la science politique : Olivier Fillieule a ainsi travaillé sur une sociologie des manifestants<sup>6</sup>, tandis que Pierre Favre a consacré un ouvrage aux stratégies politiques liées à ces manifestations<sup>7</sup> en considérant la participation comme un véritable enjeu.

Quoi qu'il en soit, le comptage des manifestants n'a jamais constitué le cœur d'une étude scientifique consacrée à la manifestation. La question de la méthode historique la plus pertinente à mettre en place pour traiter la question s'est donc posée.

### **L'histoire quantitative critique**

Alors que l'histoire quantitative est en recul depuis les nombreuses critiques dont elle a été l'objet dans les années 1980<sup>8</sup>, elle connaît un certain retour en grâce depuis une quinzaine d'années. L'objectif de ce nouveau quantitatif, que l'on peut appeler réflexif, est toujours d'opérer des mises en séries mais qui passent par une déconstruction du chiffre : il s'agit alors de comprendre pourquoi il a été produit, dans quel but et quels sont ses biais. Soulignons ainsi des travaux portant sur la question du travail des femmes au XX<sup>e</sup> siècle<sup>9</sup>, sur la mortalité des mineures dans les houillères<sup>10</sup> ou

2 Charles Tilly et Éric Diacon, *La France conteste : de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, 1986, 622 p.

3 Danielle Tartakowsky, *Les manifestations de rue en France, 1918-1968*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1997, 869p ;

Danielle Tartakowsky et Olivier Fillieule, *La manifestation*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, 224 p.

4 *Ibid.*, p. 16.

5 Antoine Prost, « Les manifestations du 12 février 1934 en province », *Le Mouvement social*, n° 54, 1966, p. 7-27 ; Antoine Prost, « Les premier mai du Front populaire en province (1936-1939) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 27, n° 1, 1990, p. 61-76.

6 Olivier Fillieule, *Stratégies de la rue : les manifestations en France*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 1997, 435 p.

7 Pierre Favre (dir.), *La manifestation*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1990.

8 Voir par exemple Lawrence Stone, « The Revival of Narrative: Reflections on a New Old History », *Past and Present*, n° 85, 1979, p. 3-24.

9 Margaret Maruani et Monique Meron, *Un siècle de travail des femmes en France : 1901-2011*, Paris, La Découverte, 2012, 229 p.

10 Paul-André Rosental et Jean-Claude Devinck, « Statistique et mort industrielle », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 95, 1 août 2007, p. 75-91.

encore sur le dénombrement des fonctionnaires en France<sup>11</sup>. En rapport avec ce dernier travail, Émilien Ruiz a décrit, dans un article de 2015<sup>12</sup>, la méthode historique qu'il a mise en avant durant l'écriture de sa thèse. La méthode en question, intitulée « reconstructionniste » est celle qui nous a semblé la plus pertinente pour aborder l'abstraction du « nombre de manifestants ». En effet, les chiffres avancés par les sources journalistiques sont indéniablement influencés par des considérations idéologiques et ont le plus souvent vocation à défendre un objectif politique. Confronter les chiffres issus de journaux de bords différents apparaît donc comme essentiel, mais n'est pas encore suffisant pour permettre une réelle approche quantitative pertinente sur la participation aux manifestations. Pour amener l'étude à son terme, il convient ainsi de confronter ces sources journalistiques aux chiffres officiels, produits par les autorités, que l'on résume bien souvent par le classique « selon la police<sup>13</sup> ».

La mise en place de cette méthode nécessite une série d'événements homogènes, aisément comparables entre eux ; c'est la raison pour laquelle les manifestations du 1<sup>er</sup> mai lillois constituent un choix d'étude propice. Dans son ouvrage issu de sa thèse et traitant des manifestations de rue en France, Danielle Tartakowsky classe ces dernières en quatre grandes types : procession, pétition, insurrection et levée des masses<sup>14</sup>. Pour illustrer le fait qu'une manifestation puisse entrer dans plusieurs de ces catégories à la fois, Danielle Tartakowsky prend l'exemple du 1<sup>er</sup> mai<sup>15</sup> qui peut, selon elle, revêtir les quatre formes citées. Dans ses premières années, il a principalement pour but d'exprimer « une identité de classe », ce qui le fait entrer dans le groupe des manifestations-processions. Par ailleurs les manifestants défilent pour défendre des revendications précises, ce qui renvoie aux manifestations-pétitions. D'autre part, il arrive que les manifestants « se heurtent aux forces de l'ordre » renvoyant alors la journée au rang de manifestation-insurrection. Enfin, durant l'occupation allemande, le 1<sup>er</sup> mai pouvait être assimilé à une idée de « levée des masses », le maréchal Pétain cherchant ainsi à user de cette date pour asseoir sa légitimité<sup>16</sup>.

L'étude des manifestations des 1<sup>er</sup> mai s'est ainsi rapidement imposée : elle a lieu presque chaque année depuis 1890 et permet de couvrir un spectre de manifestations relevant d'enjeux multiples.

Le choix géographique de la ville de Lille peut en outre s'expliquer par plusieurs raisons. Le Nord-Pas-de-Calais forme, après l'Île-de-France, la région où la culture de la manifestation est, de loin, la plus développée<sup>17</sup>. Comme l'indique Danielle Tartakowsky, Lille est ainsi l'une des seules villes de France où la CGT-FO, minoritaire lors de sa création en 1947, organise des défilés avant 1968<sup>18</sup>. Enfin la ville de Lille est marquée par son rattachement à la SFIO durant la grande majorité du XX<sup>e</sup> siècle<sup>19</sup>. La journée du 1<sup>er</sup> mai y recouvre donc des enjeux particuliers.

La première célébration du 1<sup>er</sup> mai autorisée à Lille eu lieu en 1891<sup>20</sup>, date idéale pour débiter cette étude. J'ai décidé de la pousser jusqu'à 1968, année marquée par les événements des mois de mai et juin qui représentent une des formes les plus abouties de manifestations dans

---

11 Émilien Ruiz, *Trop de fonctionnaires ? Contribution à une histoire de l'État par ses effectifs (France, 1850-1950)*, Thèse de doctorat, École des hautes études en sciences sociales, Paris, 2013, 898 p.

12 Émilien Ruiz, « Quantifier une abstraction ? », *Genèses*, n° 99, 28 mai 2015, p. 131-148.

13 Cette expression abusive recoupe en réalité plusieurs comptages, indépendants et qui n'avancent bien souvent pas le même résultat, selon les différents détenteurs de l'autorité publique, comme je l'expliquerai pas la suite.

14 D. Tartakowsky, *op. cit.*, p. 12.

15 *Ibid.*

16 *Ibid.*

17 Voir ainsi les différentes cartes et graphiques mises en avant dans la thèse *Les manifestations de rue en France* de Danielle Tartakowsky, indiquant les lieux de déploiement des diverses manifestations.

Danielle Tartakowsky, *Les manifestations de rue en France : 1918-1968*, Thèse de doctorat en histoire, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 1994.

18 Danielle Tartakowsky, *La part du rêve : histoire du 1<sup>er</sup> mai en France*, Paris, Hachette Littératures, 2005, p. 199.

19 Éric Vanneufville, *Petite Histoire des Maires de Lille*, Marcq-en-Baroeul, Lumieres, 2020, 151p.

20 Archives départementales du Nord (dorénavant abrégées en AD59). M159/1 : voir l'ensemble des documents portant sur les 1<sup>er</sup> mai 1890 et 1891.

l'imaginaire collectif, et marquant une rupture avec l'histoire des manifestations<sup>21</sup>. Elle devient alors un outil inévitable des organisations syndicales qui se « rallient progressivement toutes au principe du cortège<sup>22</sup> », engageant une nouvelle aire dans l'histoire des manifestations.

Si l'historiographie générale traite déjà de la question des manifestations du 1<sup>er</sup> mai<sup>23</sup>, elle est toutefois bien souvent centrée sur quelques dates importantes<sup>24</sup> et sur les événements parisiens. De plus, la participation est soulignée quand elle est extraordinaire (que ce soit dans sa force ou sa faiblesse) mais ne fait presque jamais l'objet d'une étude approfondie et systématique.

### Les sources

Afin de comparer les données chiffrées, il était nécessaire de confronter un ensemble de sources, issues à la fois des corps de police, des organisateurs et des mouvements politiques extérieurs à l'organisation de la manifestation (Fig. 1).

Du côté des forces de l'ordre, il m'apparaît essentiel de confronter les chiffres mis en avant par les différents niveaux de hiérarchie. Dans cet objectif, j'ai consulté différents documents provenant des Archives départementales du Nord, mais aussi des Archives nationales de Pierrefitte-sur-Seine, permettant ainsi d'obtenir les chiffres avancés par le commissariat central de Lille, les Renseignements généraux, le directeur départemental des services de police, le préfet du Nord ou encore le ministère de l'Intérieur.

Par ailleurs un panel de journaux locaux<sup>25</sup> et nationaux<sup>26</sup> couvrant tout le spectre politique du moment a permis d'obtenir différents chiffres provenant d'horizons politiques variés, ce qui permet donc d'obtenir, pour les années 1918 à 1968, une représentation graphique parlante (Fig. 1.).

---

21 O. Fillieule, *Stratégies de la rue, op. cit.*, p. 805.

22 D. Tartakowsky, *La part du rêve, op. cit.*, p. 199.

23 Je pense particulièrement à trois auteurs :

-Maurice Dommanget, *Histoire du premier mai*, Marseille, le Mot et le reste, 2006, 520 p.

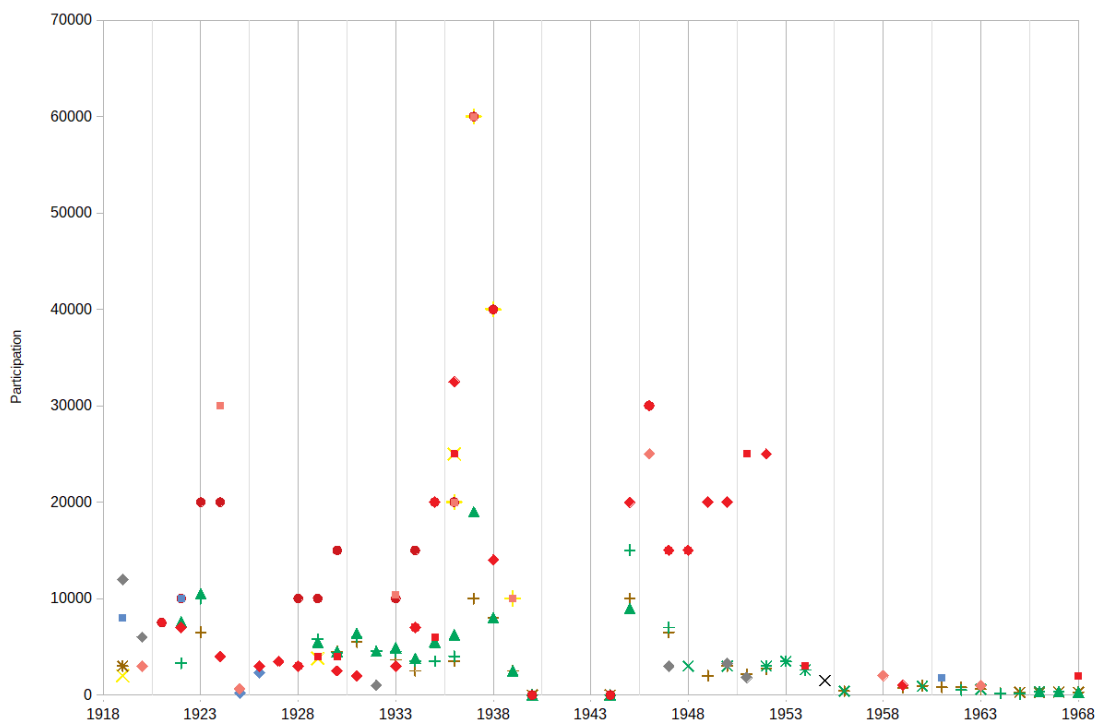
-Miguel Rodriguez, *Le 1<sup>er</sup> mai*, Paris, Gallimard : Julliard, 1990, 273 p.

-D. Tartakowsky, *La part du rêve, op. cit.*

24 Ainsi Rodriguez, précise bien dès son introduction que son travail se focalise sur les premiers mai qui ont marqué une grande évolution (1890 le point de départ ; 1891 la « première journée » ; 1906 et 1919 marquées par une grande participation ; 1921 et 1929, marquées à l'inverse par la faible mobilisation ; et enfin 1936, le 1<sup>er</sup> mai du Front Populaire). M. Rodriguez, *Le 1<sup>er</sup> mai, op. cit.*

25 *L'enchaîné* (PC), *Liberté* (PC), *La Bataille* (SFIO), *Nord-matin* (SFIO), *Le Progrès du Nord* (Radical-socialiste), *L'Écho du Nord* (centre), *La Voix du Nord* (centre), *La Croix du Nord* (droite), *La Dépêche* (extrême-droite).

26 *Le Peuple* (organe de la CGT), *L'Humanité* (PC), *Le Populaire* (SFIO), *Le Monde* (centre), *Le Figaro* (droite).



### Journaux

- ◆ *Le Prolétaire* (1920 - 1923)
- ◆ *Liberté Hebdo* (1944 - 1968)
- ◆ *Nord Matin* (1944 - 1968)
- ◆ *L'Enchaîné* (1923 - 1944)
- ◆ *Le Progrès du Nord* (1918 - 1965)
- ◆ *La Bataille* (1921 - 1940)
- ◆ *La Voix du Nord* (1944 - 1968)
- ◆ *L'Humanité* (1918 - 1968)
- ◆ *Le Monde* (1944 - 1968)
- ◆ *L'Action française* (1918 - 1944)
- ◆ *L'Écho du Nord* (1918 - 1939)
- ◆ *La Croix du Nord* (1918 - 1968)
- ◆ *Le Populaire* (1918 - 1944)
- ◆ *Le Figaro* (1918 - 1968)
- ◆ *Le Peuple* (1921 - 1946)

### Polices

- ▲ Commissaire central de Lille
- × Directeur des services de police du Nord
- + Commissaire spécial / Renseignements généraux
- + Sûreté urbaine de Lille
- + Cabinet du Préfet du Nord
- × Ministère de l'Intérieur
- × Inspecteur général de l'administration en mission extraordinaire (1955)

### Travaux d'historiens

- × Miguel Rodriguez, *Le 1er Mai*, Paris, Gallimard : Julliard, 1990, 273 p.
- + Antoine Prost, « Les 1er mai du front populaire en province (1936 – 1939), *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1990, vol. 27, no 1, p. 61-76.

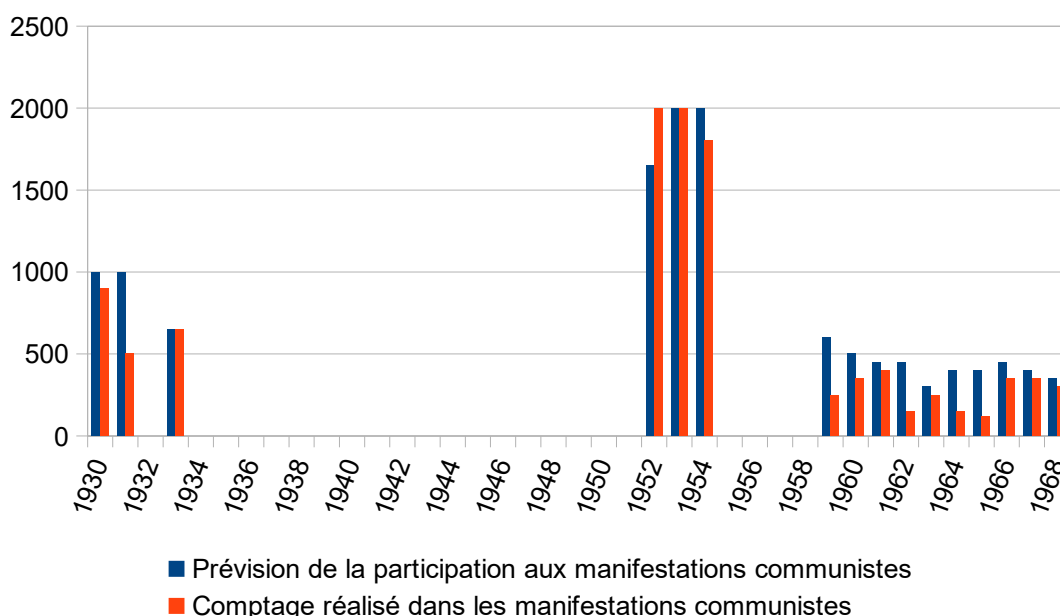


Ces mêmes pancartes permettent de comprendre la mobilisation des manifestants qui représentent d'autres acteurs de la manifestation. Les revendications mises en avant sur celles-ci montrent une évolution de ce que représente le 1<sup>er</sup> mai aux yeux des militants de la métropole, et de ce qui les incite à se mobiliser.

Comme nous l'avons vu, les revendications mises en avant durant les 1<sup>er</sup> mai lillois sont très variées et évoluent dans le temps. Elles peuvent être sociales : lutte pour la journée de huit heures dans les années 1930 ; lutte autour du pouvoir d'achat, à partir des années 1930 et jusqu'à la fin de la période étudiée ; lutte contre le chômage en temps de crise, soit au début des années 1930 et à la sortie de la guerre ; puis lutte contre des suppressions de postes dans les années 1960 ; enfin lutte pour une meilleure retraite à partir des années 1950. Mais ces revendications peuvent également être d'ordre politique. On trouve ainsi de nombreuses condamnations du fascisme dans les années 1930 ; une opposition à la guerre dès les années 1920 jusqu'à la Seconde Guerre mondiale et qui est réactive sous une autre forme durant la Guerre froide ; ou encore des revendications concernant diverses particularités internationales avec principalement la question espagnole dans les années 1930, et jusqu'en 1968 ; mais également la défense de l'URSS autour de 1930 ou encore la paix au Vietnam en 1968. Enfin, la visibilité que donne une manifestation offre aux syndicats et partis politiques l'occasion de faire passer des messages les concernant directement. Ils en usent pour recruter des troupes (principalement du côté des communistes dans les années 1930), pour donner des consignes de vote ou pour prôner l'union syndicale<sup>27</sup>.

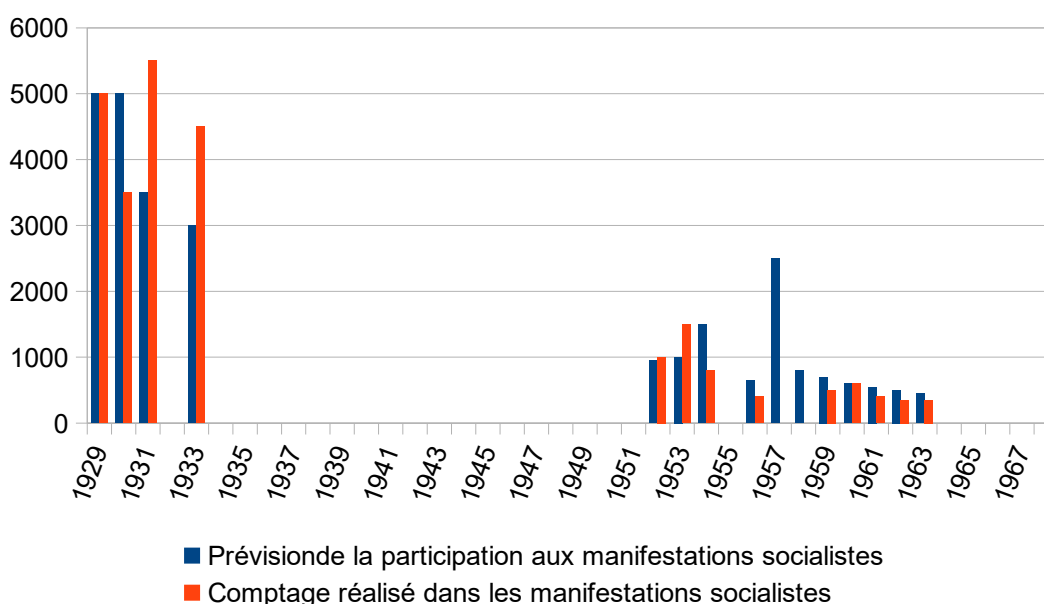
L'étude de ces pancartes permet de démontrer que la manifestation n'a pas un interlocuteur unique : on s'adresse parfois aux pouvoirs publics, autour de revendications politiques et sociales, mais d'autres messages sont adressés aux spectateurs directs du cortège, en les encourageant par exemple à rejoindre les rangs des manifestants. Enfin on peut s'adresser directement aux militants, présents dans les cortèges, en donnant des informations précises telle qu'une date de meeting.

Enfin, toujours dans l'avant manifestation, les différents corps de police cherchent à anticiper l'affluence et à prévenir les débordements. La comparaison de la participation anticipée et de celle effectivement comptabilisée permet de mettre en évidence plusieurs résultats. La police semble presque systématiquement surestimer la participation en amont mais l'écart reste faible (inférieur à 1/2) (Fig. 3 et 4).



27 L'étude de l'impact des unions et scissions entre partis de gauches et syndicats représente également une sous-partie de mon mémoire, il apparaît que lors des cortèges uniques, la participation représente alors bien plus que la simple somme des participations habituelles aux cortèges communistes et socialistes.

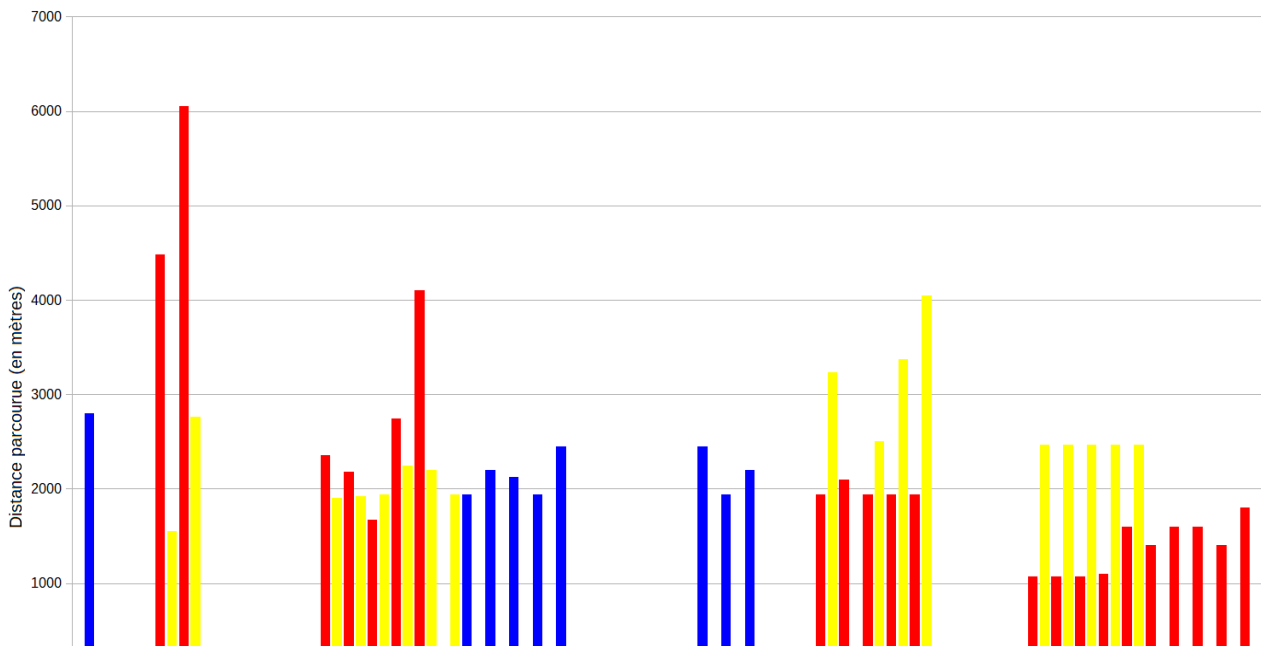




### ***Pendant la manifestation : faire nombre et compter***

Plusieurs enjeux ressortent autour du chiffre au moment même de la manifestation. C'est, d'une part, le moment durant lequel est réalisé le comptage, qui fournira les chiffres de participation énoncés par la suite, et de l'autre, le moment durant lequel les manifestants cherchent à faire nombre et à se donner de la visibilité.

Ce dernier point passe par plusieurs mécanismes. Relevons tout d'abord une étude des parcours des manifestations, rendue possible par l'usage du logiciel de SIG QGIS. Reproduire les chemins qu'empruntent les manifestants permet plusieurs analyses. Citons d'abord les lieux de passages privilégiés, reflets de l'image que l'on souhaite donner à la population. Prenons l'exemple des années 1929 à 1933 : alors que le cortège organisé par la SFIO et la CGT ne suit qu'un parcours assez court, passant devant les lieux de pouvoirs en partant de la Préfecture pour se rendre à l'Hôtel de ville. Le PC et la CGT-U, eux, orientent leurs cortèges vers les quartiers populaires de Wazemmes et Moulins, révélant leur volonté de se montrer proche des milieux populaires. La cartographie des parcours des manifestations permet également d'en mesurer la longueur et, lorsque les heures de début et de fin de cortège sont avancées, de mesurer la vitesse de marche moyenne des manifestants, permettant des analyses inédites (Fig. 5).



Année	Organisateurs	Départ	Arrivée	durée (en minutes)	Distance (en mètres)	Vitesse moyenne (km/h)
1919	Manifestation unique	10h	11h	60	2800	2,80
1923	CGT-U / PC	10h15	12h	105	6050	3,46
	CGT / SFIO	10h20	11h	40	2760	4,14
1930	CGT-U / PC	10h20	10h55	35	2180	3,74
	CGT / SFIO	10h	10h45	45	1920	2,56
1931	CGT-U / PC	10h20	11h10	50	1670	2,00
	CGT / SFIO	10h	10h50	50	1940	2,33
1932	CGT-U / PC	10h30	11h30	60	2740	2,74
	CGT / SFIO	18h45	19h30	45	2240	2,99
1934	CGT / SFIO	10h25	11h15	50	1940	2,33
1937	Manifestation unique	10h	11h	60	2120	2,12
1938	Manifestation unique	10h	11h	60	1940	1,94
1950	CGT-FO / SFIO	10h25	11h15	50	3230	3,88
1952	CGT-FO / SFIO	10h35	11h10	35	1940	3,33
	CGT-FO / SFIO	10h25	11h15	50	2500	3,00
	CGT / PC	10h25	10h50	25	1940	4,66
1953	CGT-FO / SFIO	10h25	11h25	60	3370	3,37
	CGT / PC	10h15	10h45	30	1600	3,20
1963	CGT-FO / SFIO	10h	10h45	45	2470	3,29

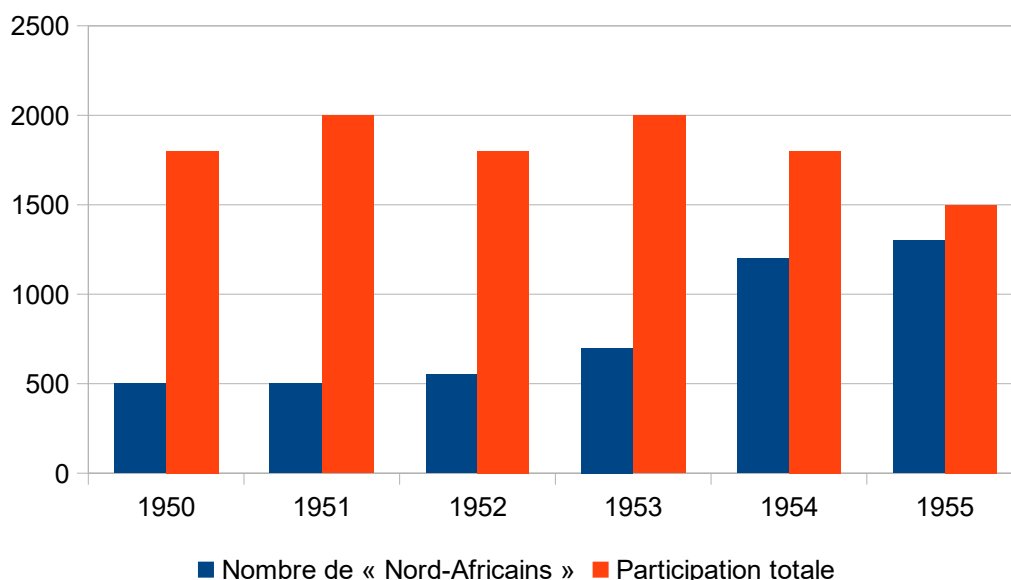
Faire nombre ne repose pas uniquement sur le trajet emprunté et la vitesse de parcours. Cela passe aussi par le déploiement de drapeaux, bannières, pancartes et banderoles, l'utilisation de véhicules ou encore la volonté de faire du bruit par l'utilisation de sifflets, la présence de fanfares ou en entonnant divers chants. Tous ces éléments sont cités dans les rapports de police. Il est donc possible de les compter et de les comparer aux chiffres de participation, leur nombre étant relativement proportionnel à celui des manifestants. Plus largement, étudier cette évolution permet indirectement de suivre l'évolution de la participation.

L'autre point que soulève le moment manifestant est la méthode de comptage. Bien que je n'aie pu trouver de trace de consignes précises sur une manière de réaliser ce chiffrage, de nombreux éléments ressortent de l'étude. Soulignons d'abord que plusieurs comptages sont bien souvent réalisés et ce par les mêmes services de police à différents points de la manifestation - et que le chiffre retenu pour être envoyé au préfet du Nord est à chaque fois celui qui est le plus haut. Notons également que les forces de l'ordre comptent le nombre total de manifestants, mais isolent

également certains groupes qui font alors l'objet d'un comptage à part ainsi que certaines personnalités clairement identifiées dans les rapports de police. Par exemple, en 1935, la manifestation « groupe environ 3.500 personnes dont un millier de communistes<sup>28</sup> » et, en 1937, le dénombrement relève les groupes étrangers :

« parmi les manifestants la présence de deux groupes d'étrangers : le premier étant composé d'une soixantaine d'immigrés italiens et le second, d'une centaine de travailleurs polonais. Ces derniers marchaient derrière une pancarte sur laquelle on notait, écrit en deux langues, français et polonais : « Vive l'amitié franco-polonaise et la C.G.T. » »<sup>29</sup>.

Durant les années 1950, un comptage des « Nord-africains » est systématiquement réalisé et fait même l'objet d'une estimation en amont et de rapports de polices particuliers, centrés sur cette question (Fig. 6)<sup>30</sup>. Ce dernier élément permet, par ailleurs, de pouvoir comparer cette présence à la participation totale, démontrant ainsi l'évolution de la composition des cortèges des 1<sup>er</sup> mai de la CGT.



### Après la manifestation : que deviennent les chiffres ?

Une fois les chiffres de participation établis par les différents acteurs, c'est la question de leur usage qui se pose. Du côté des forces de l'ordre il est intéressant d'analyser le chiffre que remonte la hiérarchie policière. Ainsi, dans les années 1920, le préfet semble systématiquement choisir le chiffre transmis par le commissaire central de Lille alors que dans les années 1930, il semble plutôt établir une sorte de moyenne entre le chiffre provenant de ce commissaire et celui issu du commissaire spécial de Lille. Après la Seconde Guerre mondiale, le préfet semble, de nouveau ne pas vraiment prendre en compte le chiffre issu des Renseignements généraux et ne garder que celui provenant du commissaire central de Lille, ce qui révèle des enjeux de pouvoir importants.

Par ailleurs, notons que, avant la guerre, le chiffre semble dédié aux archives une fois la manifestation terminée, alors que ce n'est plus le cas à partir de 1949, date où les autorités comparent systématiquement la participation avec celle de l'année précédente. Par l'intermédiaire

28 AD59 – M159/23 : Rapport du commissaire divisionnaire de police spéciale à Lille au préfet du Nord, 1<sup>er</sup> mai 1935.

29 AD59 – M159/24 : Rapport du commissaire divisionnaire de police spéciale à Lille au préfet du Nord, 1<sup>er</sup> mai 1937.

30 À noter qu'après de nombreuses violences perpétuées durant le 1<sup>er</sup> mai 1955, la CGT ne défile plus dans les rues de Lille jusqu'en 1959 et que les algériens ne sont pas autorisés à organiser des cortèges, mais seulement des meetings en salle jusqu'à la fin de la guerre d'Algérie.

de son réemploi d'une année sur l'autre, on peut en déduire que le chiffre dispose là d'une seconde vie.

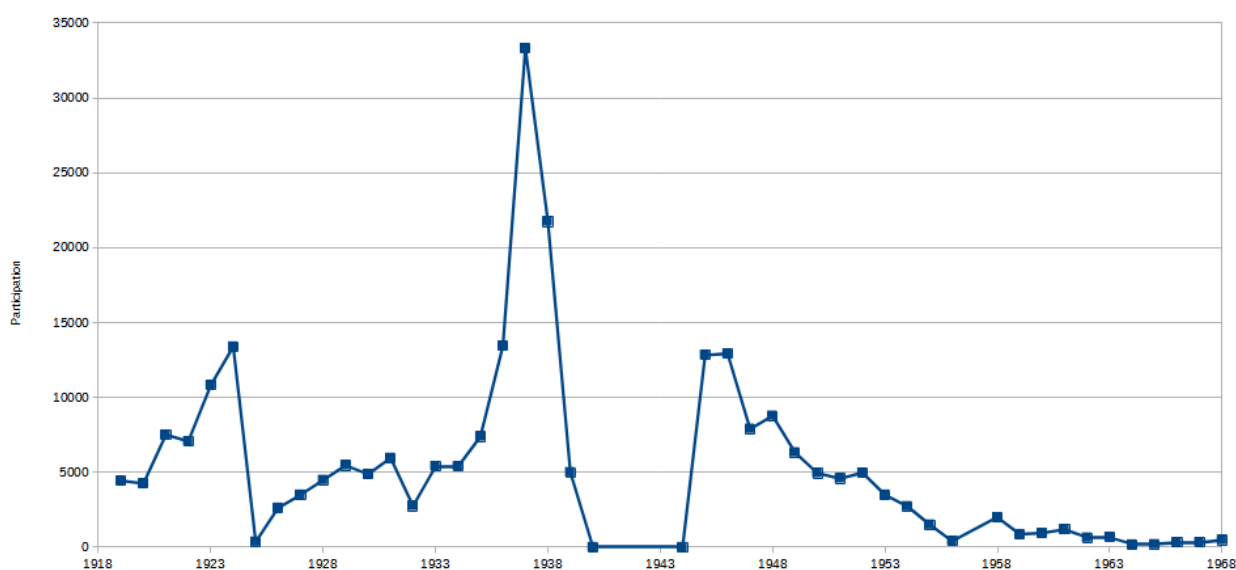
D'un autre côté, les journaux de gauche ont tendance à énoncer un chiffre de participation uniquement si celui-ci est suffisamment élevé. Ce chiffre est alors systématiquement couplé à divers adjectifs mélioratifs. Quand la manifestation ne mobilise pas, ces journaux ont soit tendance à taire l'événement, comme par exemple *L'Enchaîné* de 1925 qui n'évoque à aucun moment la manifestation qui mobilisa faiblement à cause de la météo, soit à l'encenser malgré tout. C'est le cas dans *Le Peuple* qui ne tait pas l'événement mais, alors que le journal annonce systématiquement un chiffre, ce n'est pas le cas cette année là où la manifestation est simplement qualifiée de « grandiose <sup>31</sup> ». Quant au *Progrès du Nord*, il choisit une autre stratégie et propose un article intitulé « Le 1<sup>er</sup> mai sous la rafale <sup>32</sup> » ayant pour but de justifier la faible participation.

Dans l'ensemble des articles de presse que j'ai pu consulter, il n'est jamais fait mention du chiffre provenant des autorités. Celles-ci semblent dès lors ne pas partager cette information avec les journalistes, les journaux avançant à chaque fois un unique chiffre. Cette réalité que l'on connaît aujourd'hui de la confrontation « chiffre des organisateurs » / « chiffre de la police » semble donc être une réalité plus récente.

### Analyse statistique d'une série longue

L'analyse de la place du chiffre durant la manifestation étudie permet d'opérer des analyses statistiques en limitant les possibles erreurs sur, par exemple, la manière dont ils sont produits. J'ai mené cette analyse quantitative en deux temps : un premier dédié à une analyse horizontale de ces chiffres, soit une étude de la participation aux 1<sup>er</sup> mai lillois dans le temps et un deuxième voué à comprendre les écarts de chiffres à une date donnée.

J'ai tout d'abord suivi la méthodologie proposée par Antoine Prost afin de calculer une moyenne géométrique des différents chiffres de participation. Si cette méthode ne permet pas de trouver un chiffre de participation réelle, elle possède l'avantage de pouvoir analyser des ordres de grandeur et des évolutions (Fig. 7).

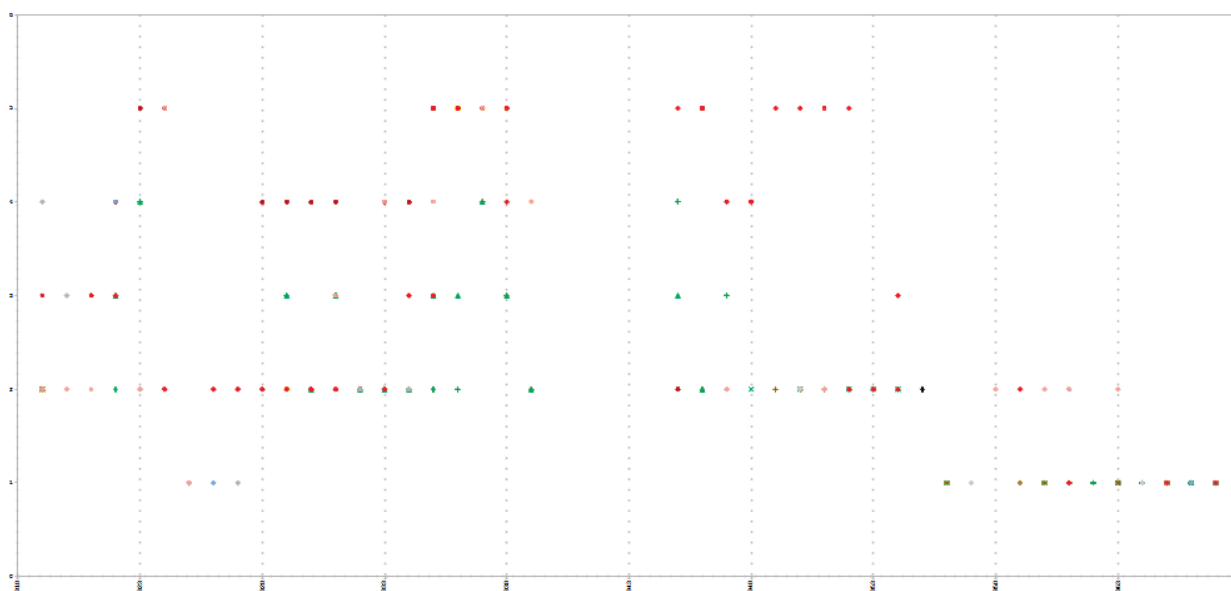


31 *Le Peuple*, 2 mai 1925, p.1.

32 *Le Progrès du Nord*, 2 mai 1925, p.1.

Cette analyse souligne l'intérêt de ne prendre en compte que les chiffres « clairement » exprimés et non les informations non chiffrées qui, pourtant, pourraient fournir des ordres de grandeur. J'ai ainsi décidé de classer les différents comptages avancés dans cinq groupes (Fig. 8) :

- Groupe 1 : de 1 à 999 participants, on y trouve les chiffres précis entrant dans cet écart ainsi que les évaluations telles que « plusieurs centaines » ;
- Groupe 2 : de 1000 à 4999 participants : il s'agit encore une fois des comptages précis entrant dans ce cadre, auxquels j'ajoute les « plusieurs milliers » ou encore « quelques milliers » ;
- Groupe 3 : de 5000 à 9999 participants : en plus des chiffres précis situés entre ces deux bornes, j'y ai placé les expressions insistant particulièrement sur la participation (« des milliers et des milliers<sup>33</sup> ») ;
- Groupe 4 : de 10 000 à 19999 ;
- Groupe 5 : plus de 20 000 : où l'on trouve de nouveau les chiffres précis ainsi que toute description telle que « plusieurs dizaines de milliers ».



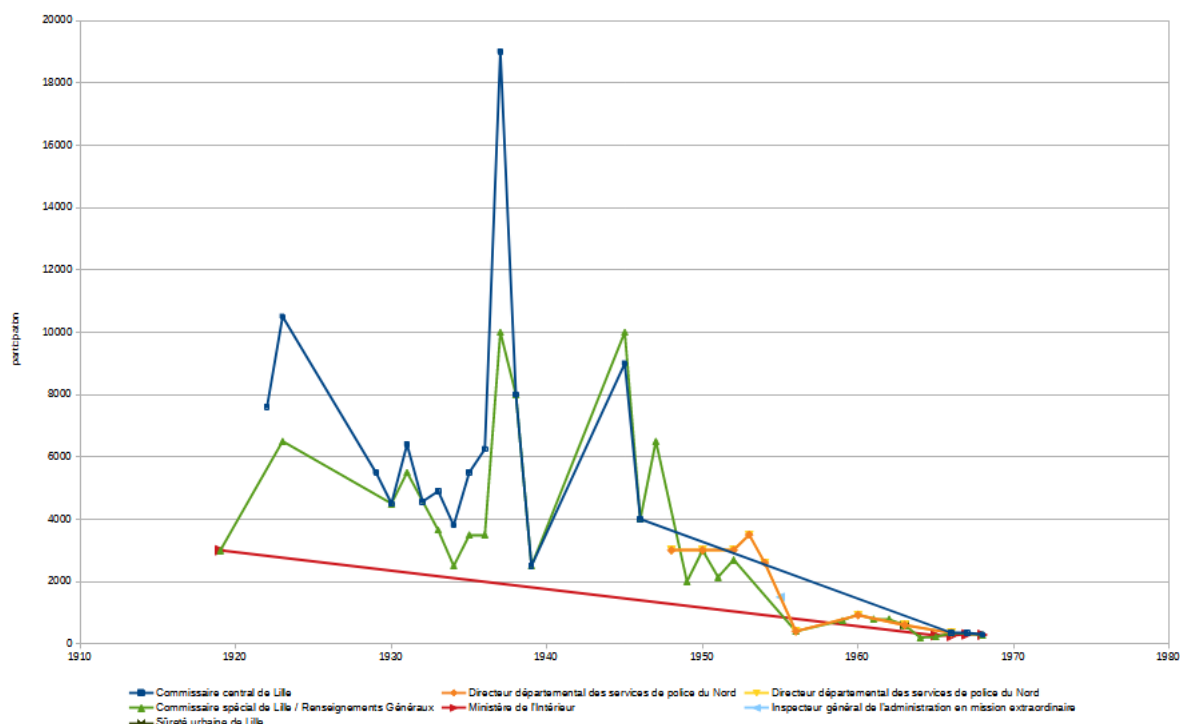
L'interprétation de ce graphique est ici différente de celles proposées jusque là. En effet, c'est ici l'absence de comptage dans certains groupes qui présente l'intérêt principal.

Ainsi, avant 1925, l'ensemble des chiffres avancés dépasse le millier, preuve donc d'une mobilisation atteignant au moins ce niveau. Puis, à partir de cette date de 1925, des chiffres se retrouvent dans les groupes les plus bas mais plus aucun ne se situe dans le groupe 5 jusqu'en 1935 et dans le groupe 4 avant 1928. Cela rejoint la conclusion avancée auparavant d'une lente remontée faisant suite à l'année 1925, progressive, qui semble se stabiliser dans la première moitié des années 1930 avant d'augmenter de nouveau à l'approche du Front populaire, et durant celui-ci. De même, l'année 1939, semble de nouveau afficher une chute de la participation : plus aucun comptage ne se trouve dans le groupe 5. Pour l'après-guerre, les chiffres avancés (et non-avancés) sont plus difficiles à interpréter car plus épars. Néanmoins, ceux-ci semblent, de même qu'au début des années 1920, toujours dépasser au minimum le millier de participants jusqu'en 1955. Enfin, durant

33 La barrière de 5000 est, certes, très artificielle, et il est compliqué de savoir de quel côté de celle-ci doit se trouver chacune des évaluations, mais l'idée étant surtout d'observer des ordres de grandeurs, la présence dans un groupe ou l'autre d'un comptage ne change pas grand-chose à l'interprétation finale.

la fin des années 1950 et le début des années 1960<sup>34</sup>, la participation diminue encore dans le milieu de cette décennie<sup>35</sup> et ne remonte pas jusqu'à la fin de la période étudiée.

Concernant l'analyse verticale, je ne citerai qu'un exemple ici : la lecture de l'ouvrage de Jean-Marc Berlière sur *Le monde des polices en France*<sup>36</sup> m'engage à essayer de m'intéresser aux aspects politiques qui peuvent se cacher derrière ces écarts de chiffres. En effet, les différents corps de police ne doivent pas rendre des comptes aux mêmes hiérarchies ; alors que la police spéciale et les renseignements généraux dépendent du ministère de l'Intérieur, et donc du gouvernement en place, les commissaires centraux sont nommés par la Sûreté générale mais sont payés par les municipalités et sont donc une forme d'intermédiaire entre le préfet et le maire. Ces systèmes de dépendances peuvent donc ne pas être étrangers à ces écarts de comptage. Il n'est pas anodin de remarquer que les uniques années pour lesquelles le chiffre émis par le commissaire central de Lille est inférieur à celui proposé par d'autres institutions correspond aux années durant lesquelles la ville de Lille n'est pas gouvernée par les socialistes mais par le RPF<sup>37</sup>.



## Conclusion

La méthode mise en place dans cette étude permet d'obtenir de nombreux résultats qui se trouvent limités par le cadre restreint que représentent les 1<sup>er</sup> mai lillois. Je porte cette étude sur un ensemble de manifestations plus vaste, recoupant plusieurs villes françaises dans le cadre d'une thèse afin de mener des études comparatives. J'ai par la même occasion pour objectif de trouver des méthodes de comptage précises et d'étudier le moment à partir duquel les journaux commencent à donner les chiffres issus des polices afin d'étudier l'impact qu'a ce changement sur les chiffres.

34 Aucun comptage ne dépasse alors le « groupe 2 » des 5000 participants.

35 De 1964 à 1967, aucune comptage n'avance ainsi de chiffre dépassant 1000 participants.

36 Jean-Marc Berlière, *Le monde des polices en France : XIXe-XXe siècles*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1996, 275 p.

37 La ville de Lille est gouverné par la SFIO sur l'ensemble de la période 1918 – 1968 à l'exception des mandats de René Gaifie de 1947 à 1955.

E. Vanneufville, *Petite Histoire des Maires de Lille*, op. cit.

## Liste des figures

Fig. 1 : Nuage de points : Différents comptages de la participation aux manifestations du 1<sup>er</sup> mai à Lille (1918-1968) (© T. Woestelandt)

Fig. 2 : Villes d'origine des manifestants lors des 1<sup>er</sup> mai lillois (1891-1968) (© T. Woestelandt)

Fig. 3 : Différence entre prévisions et comptages pour les manifestations communistes du 1<sup>er</sup> mai à Lille (1918-1968) (© T. Woestelandt)

Fig. 4 : Différence entre prévisions et comptages pour les manifestations socialistes du 1<sup>er</sup> mai à Lille (1918-1968) (© T. Woestelandt)

Fig. 5 : Distance parcourue lors des 1<sup>er</sup> mai à Lille (1918-1968) (© T. Woestelandt)

Fig. 6 : Participation aux manifestations organisées par la CGT et le PC les 1<sup>er</sup> mai 1950 à 1955 à Lille (© T. Woestelandt)

Fig. 7 : Moyenne géométrique des écarts de participations de l'ensemble des comptages aux 1<sup>er</sup> mai à Lille (1918-1968) (© T. Woestelandt)

Fig. 8 : Regroupement par ensemble des estimations de participation aux manifestations du 1<sup>er</sup> mai à Lille (1918-1968) (© T. Woestelandt)

Fig. 9 : Différence de comptages entre les différentes autorités des 1<sup>er</sup> mai à Lille (1918-1968) (© T. Woestelandt)